|  |
| --- |
|  |

|  |
| --- |
| Numéro PLACE : 2020EFSCPDL124MARCHE PUBLIC N°**Travaux de Réaménagement d’un espace de bureau et d’un centre de santé de l’EFS CPDL sur le site d’ANGERS****Marché public de Travaux****Procédure adaptée** (Articles L.2123-1, R.2123-1 et R.2123-4 à R.2123-7 du code de la commande publique)Date et heure limites de remise des offresLe 15 Février 2021 à 12:00 |
| **Acte d’Engagement valant Règlement de la consultation et Cahier des charges**  |

|  |
| --- |
| **SOMMAIRE** |
|  |
|  |

[Préambule 4](#_Toc61363956)

[1. OBJET DU MARCHE PUBLIC 5](#_Toc61363957)

[1.1. Objet du marché public 5](#_Toc61363958)

[1.2. Type de prestations et nomenclature 6](#_Toc61363959)

[1.3. Périmètre du marché public 6](#_Toc61363960)

[1.4. Allotissement 6](#_Toc61363961)

[2. REGLEMENT DE LA CONSULTATION 6](#_Toc61363962)

[2.1. Prestations supplémentaires éventuelles 6](#_Toc61363963)

[2.2. Visite obligatoire avant remise de l’offre 6](#_Toc61363964)

[2.3. Langue 7](#_Toc61363965)

[2.4. Modalités essentielles de financement et de paiement 7](#_Toc61363966)

[2.5. Forme de la candidature 7](#_Toc61363967)

[2.6. Documents à fournir 7](#_Toc61363968)

[2.7. Réception des plis 9](#_Toc61363969)

[2.8. Modification de détail au dossier de consultation et renseignements complémentaires 11](#_Toc61363970)

[2.9. Modalités et critères d’attribution du marché public 11](#_Toc61363971)

[2.10. Durée de validité des offres 12](#_Toc61363972)

[3. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR 12](#_Toc61363973)

[4. IDENTIFICATION DU CANDIDAT 13](#_Toc61363974)

[5. CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES 14](#_Toc61363975)

[5.1. Procédure de passation du marché public 14](#_Toc61363976)

[5.2. Forme du marché public 14](#_Toc61363977)

[5.3. Pièces constitutives du marché public 15](#_Toc61363978)

[5.4. Durée du marché public 15](#_Toc61363979)

[5.5. Lieux d’exécution 15](#_Toc61363980)

[5.6. Prix, forme et variation des prix 15](#_Toc61363981)

[5.7. Compte (s) à créditer : 16](#_Toc61363982)

[5.8. Régime fiscal lié aux produits et services objet du présent marché 16](#_Toc61363983)

[5.9. Avances 16](#_Toc61363984)

[5.10. Pénalités 16](#_Toc61363985)

[5.11. Sanctions encourues en cas de non-respect des obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé 17](#_Toc61363986)

[5.12. Assurances 17](#_Toc61363987)

[5.13. Résiliation 17](#_Toc61363988)

[5.14. Règlement des litiges 17](#_Toc61363989)

[5.15. Règlement des prestations/fournitures 18](#_Toc61363990)

[5.16. Délai de paiement 18](#_Toc61363991)

[6. EXIGENCES TECHNIQUES 19](#_Toc61363992)

[7. SIGNATURE DU MARCHE PUBLIC PAR LE CANDIDAT ET OBLIGATION DU TITULAIRE AU REGARD DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE 22](#_Toc61363993)

[8. SIGNATURE DU POUVOIR ADJUDICATEUR 23](#_Toc61363994)

[9. NOTIFICATION DU MARCHE PUBLIC AU TITULAIRE 23](#_Toc61363995)

# **Préambule**

GLOSSAIRE / ABREVIATION

AE : Acte d’engagement ;

BC : Bureau de contrôle ;

CGRT : Conditions générales de réalisation de travaux de l’Etablissement Français du Sang Centre-Pays de la Loire

CMP : Code de la commande publique

Comptable assignataire : Agent comptable secondaire de l’ETS-Centre Pays de la Loire ;

DCE : Dossier de Consultation des Entreprises

DIUO : Dossier d’Intervention Ultérieure sur l’Ouvrage ;

DOE : Dossier des ouvrages exécutés ;

DPGF : Décomposition du prix global forfaitaire ;

EFS : Etablissement Français du Sang, établissement public de l’Etat placé sous la tutelle du Ministre chargé de la santé et constitué de treize Etablissements de transfusion sanguine (ETS) dont dix en métropole et trois dans les départements d’outre-mer

ETS : Etablissement de Transfusion Sanguine, établissement local de l’EFS ne disposant pas de la personnalité juridique dont les besoins sont coordonnés par le Siège de l’EFS conformément au règlement intérieur des marchés publics de l’EFS ;

EFS- Centre Pays de la Loire: Etablissement de Transfusion Sanguine Centre Pays de la Loire;

MOA : Maître d'ouvrage ;

MOE : Maîtrise d'oeuvre ;

Marché public : Marché à forfait et accord-cadre ;

PGC : Plan Général de Coordination ;

PGCS : Plan Général Coordination Simplifié ;

Pouvoir adjudicateur (PA) : Etablissement Français du Sang ;

PPSPS : Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé ;

RC : Règlement de la consultation ;

Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) : le Directeur de l’EFS-Centre-Pays de la Loire ;

Titulaire : Le candidat auquel le pouvoir adjudicateur notifie le marché ;

L’Etablissement Français du Sang est un Etablissement Public de l’Etat créé le 1er Janvier 2000 en application de la loi du 1er Juillet 1998.

Opérateur unique de la Transfusion Sanguine, l’Etablissement Français du Sang a pour mission d’assurer la satisfaction des besoins en produits sanguins labiles sur l’ensemble du territoire national.

L’EFS, opérateur civil unique de la transfusion

Avec près de 9 800 collaborateurs et 15 établissements régionaux (dont 3 outre-mer), l’Etablissement Français du Sang est l’opérateur unique de la transfusion sanguine en France. Sa mission principale « coeur de métier » est d’assurer l’autosuffisance nationale en produits sanguins. Depuis sa création effective, le 1er janvier 2000, en application de la loi promulguée le 1er juillet 1998, l’EFS est, avec ses 153 sites de collecte et ses 40 000 collectes mobiles organisées partout en France, un acteur incontournable de santé publique. L’EFS alimente ainsi plus de 1 900 établissements de santé. Il intervient d’un bout à l’autre de la chaîne : prélèvement, préparation, qualification, distribution et immuno-hématologie des receveurs (abritant ainsi le plus grand Laboratoire d’Analyses de Biologie Médicale en France).

Un acteur de premier plan

Etablissement public placé sous la tutelle du Ministre de la Santé, l’EFS gère l’ensemble du réseau transfusionnel, veille à l’autosuffisance nationale en produits sanguins, garantit la sécurité, assure la vigilance sanitaire et développe des partenariats sur d’autres activités liées à la transfusion. Dans le même temps, il se consacre, pour une part, à la recherche (biologie médicale et transfusionnelle, ingénierie cellulaire et tissulaire, développement de l’hémovigilance, la biovigilance et la pharmacovigilance) et à la coopération scientifique et technique avec l’Europe et le monde. Il entretient également des relations privilégiées avec de nombreux acteurs du monde de la santé, de la recherche, de l’université et des sociétés pharmaceutiques ou de biotechnologies.

L'EFS Centre Pays de la Loire est l'un des établissements de transfusion sanguine (ETS) existants actuellement en France.

# **OBJET DU MARCHE PUBLIC**

## Objet du marché public

Les travaux consistent au réaménagement d’un espace de bureau nommé : « Secrétariat des collectes », et d’un espace de locaux à usage médical nommé : « Centre de soins ».

Ces deux espaces étant situés à l’Etablissement Français du Sang d’Angers au 16 Bd Mirault 49103 Angers ERP 3ème catégorie Type U.

Le document présent est établi pour renseigner sur la nature des travaux à effectuer, mais il convient de signaler que cette description n’a pas un caractère limitatif et que le titulaire doit exécuter, comme étant compris dans son prix, sans exception ni réserve, les travaux de sa profession nécessaires et indispensables à l’achèvement complet de l’ouvrage.

Les deux services étant distincts, les travaux se font dans un premier temps au niveau du Secrétariat des collectes et par la suite sur les locaux du Centre de soins.

Suite aux diagnostics amiantes, des parties amiantées ont été révélées sous des revêtements muraux, dans le centre de soins et le couloir. Il conviendra de faire les travaux sans y toucher. Prévoir pour ce faire des méthodes non invasives.

L’intervention s’effectue en corrélation avec le service technique notamment pour les phases d’utilisation d’outillage bruyant. Il convient également de prendre des dispositions nécessaires pour maintenir la propreté des locaux pendant la durée les travaux. Une attention particulière est demandée sur la protection de chantier et l’étanchéité du cloisonnement.

(Cf détail des exigences techniques à l’article 6)

## Type de prestations et nomenclature

Les code CPV des prestations du marché public sont les suivants :



## Périmètre du marché public

Il constitue un marché dans le cadre duquel l’Etablissement CPDL de l’EFS émet seul des bons de commande.

## Allotissement

Le marché public n’est pas alloti.

# **REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

**NB pour les candidats : les informations contenues dans ce paragraphe sont non contractuelles et renseignent les candidats sur les modalités de la mise en concurrence.**

## Prestations supplémentaires éventuelles

SANS OBJET

## Visite obligatoire avant remise de l’offre

Préalablement à la remise des leurs offres, en vue de leur permettre de déposer une offre en toutes connaissances de cause, les candidats intéressés sont dans l’obligation de demander à effectuer une visite du site concerné par la présente procédure.

La non-réalisation de la visite obligatoire du site est susceptible d’entraîner le rejet de l’offre.

Néanmoins, si le candidat estime qu’il dispose déjà d’une connaissance approfondie des locaux, il doit en apporter la justification. Dans ce cas, il peut décider de ne pas visiter le site.

Pour procéder à la visite, afin de convenir d’un rendez-vous, les candidats doivent nécessairement et préalablement contacter l’EFS à l’adresse mail suivante : vincent.lebosse@efs.sante.fr

Les documents de la présente consultation, aussi complets et précis que possible, permettent aux candidats de faire une offre technique et financière en pleine connaissance de cause.

Le candidat qui n’aurait pas procédé à la visite, hormis s’il est en mesure de justifier par un autre moyen qu’il dispose déjà d’une connaissance approfondie des locaux, verra son offre rejetée.

A l’issue de la visite du site, une « attestation de visite » (annexe E), sera signée par le représentant de l’EFS et remis en main propre au candidat.

## Langue

Dans le cadre de la passation puis de l’exécution du présent marché, la langue utilisée est le français.

## Modalités essentielles de financement et de paiement

Le mode de règlement des prestations choisi par l’EFS est le virement.

Le délai global de paiement est de 60 jours pour l’EFS, conformément à l’article 5 du présent document.

Une avance sera versée conformément aux articles R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique.

Le nantissement ou la cession de créances s’effectuera conformément aux articles R.2191-45 et suivants du Code de la commande publique.

Le marché public est financé par les fonds propres de l’EFS.

## Forme de la candidature

Les opérateurs peuvent présenter des candidatures individuelles ou, conformément aux dispositions de l’article R.2142-19 du code de la commande publique, sous forme groupée.

Aucune forme de groupement n’est imposée ni au stade la présentation de la candidature et/ou de l’offre ni au stade de l’attribution du marché.

Par ailleurs, un même opérateur économique ne peut être mandataire de plus d’un groupement dans le cadre du marché.

De plus, un même candidat ne peut agir à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d’un ou plusieurs groupements, ni être membre de plusieurs groupements.

Conformément à l’article R.2143-12 du code de la commande publique, pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s’il s’agit d’un groupement ou d’un sous-traitant, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d’autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et le candidat. **Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu’il en disposera pour l’exécution du marché.**

## Documents à fournir

**Documents à fournir par le candidat**

1 - Le présent document signé avec son annexe financière complétée et signée ;

2 - Un mémoire technique présentant notamment :

* Le délai de livraison et de réalisation sur lequel vous vous engagez à partir de la notification de la commande.
* Fiches techniques des matériaux proposés dans l’offre
* Durée de validité de l’offre (minimum exigé de 60 jours)
* Références de l’entreprise
* La description précise des moyens et méthodes mis en œuvre permettant de satisfaire parfaitement les besoins exprimés dans le présent document
* Les éléments liés au développement durable : la réduction des nuisances diverses, en particulier sonores, la qualité environnementale des composants du matériel

Toutes autres pièces que l'entrepreneur jugera utiles pour expliciter son offre pourront également être jointes.

**Informations complémentaires sur les pièces de l’offre à signer**

Les candidats sont invités à signer les documents relatifs à leur offre (présent acte d’engagement et annexe financière) avant de la déposer.

Les candidats sont informés que le seul dépôt de l’offre vaut engagement de leur part :

* à la maintenir pendant le délai de validité des offres indiqué dans le présent document,
* et à signer ultérieurement le marché public qui leur sera potentiellement attribué dans les conditions financières et techniques présentées initialement, si cela n’a pas été fait lors du dépôt de l’offre.

**Pièces à fournir en cas de sous-traitance pour la réalisation de prestations de service**

Le candidat au marché public peut recourir à la sous-traitance dans les conditions définies aux articles L.2193-1 à L.2193-14 et de R.2193-1 à R.2193-4 du Code de la Commande Publique.

**Si le candidat envisage de recourir à la sous-traitance, doivent être impérativement joints pour chacun des sous-traitants :**

1. La nature des prestations sous-traitées, sans aucune indication relative à leur montant ;
2. Un engagement écrit du ou des sous-traitants, ou le contrat de sous-traitance occulté de toute mention qui n’aurait pas à être transmise au stade des candidatures, notamment le prix ;
3. un document indiquant le nom, prénom et qualité de la personne compétente pour engager l’opérateur pour le compte duquel il agit, ainsi que la raison sociale, forme juridique, adresse du siège social et le cas échéant le numéro d’immatriculation au registre du commerce ou le numéro SIREN du candidat, sinon le numéro de TVA intracommunautaire ;
4. La déclaration sur l’honneur du candidat, attestant que le candidat ne fait pas l’objet d’une interdiction de soumissionner telles que définies aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du Code de la commande publique ;
5. Les informations référencées à l’article 4 ci-dessous ;
6. Et s’il y a lieu, si l’opérateur est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements l’autorisant à poursuivre son activité.

**Pièces à fournir en cas de groupement d’opérateurs économiques**

**En cas de groupement, doivent impérativement être joints** :

* La lettre de candidature et d’habilitation du mandataire par ses cotraitants datée et signée en original :
	+ soit par la personne (le mandataire) ayant le pouvoir d’engager le groupement ;

en cette hypothèse, une habilitation du mandataire à le représenter, datée et signée par une personne compétente à l’effet d’engager le candidat, est produite par chacun des autres membres du groupement ;

* + soit par l’ensemble des entreprises groupées : dans ce cas, la lettre est signée par les personnes ayant le pouvoir d’engager chaque membre du groupement.
* Pour chacun des membres du groupement :
	+ un document indiquant les nom, prénom et qualité de la personne compétente pour engager le candidat pour le compte duquel il agit, ainsi que la raison sociale, forme juridique, adresse du siège social et le cas échéant le numéro d’immatriculation au registre du commerce ou le numéro SIREN du candidat ;
	+ la déclaration sur l’honneur du candidat attestant que le candidat ne fait pas l’objet d’une interdiction de soumissionner telles que définies L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du Code de la commande publique ;
	+ les informations demandées à l’article 4 ci-dessous ;
	+ et si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements l’autorisant à poursuivre son activité.

En lieu et place des documents relatifs à la candidature exigés ci-dessous, les opérateurs économiques peuvent valablement utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Ce formulaire type, consistant en une déclaration sur l’honneur servant de preuve à priori.

**ATTESTATIONS SUR L’HONNEUR**

Au stade de sa candidature, le candidat s’engage sur l’honneur à présenter :

* les capacités nécessaires à l’exécution du marché public (professionnelles, techniques et financières, …). Les capacités doivent être en lien et adaptées à l’objet du marché public.
* ne pas faire l’objet de l’interdiction de soumissionner telles que définies aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du Code de la commande publique.

Les capacités précitées et attestées sur l’honneur ainsi que la vérification des obligations sociales et fiscales du candidat seront vérifiées par le pouvoir adjudicateur avant notification au seul lauréat conformément aux articles de R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique.

## Réception des plis

**Date limite de réception des plis**

Les plis doivent impérativement être remis, dans les conditions, définies ci-après, au plus tard avant les date et heure limites indiquées en page de garde du présent AE valant Règlement de la consultation et Cahier des Charges.

Les plis qui seraient remis ou dont l’avis de réception serait délivré après la date et l’heure limite fixées ci-dessus, sont inscrits au registre de dépôt mais ne seront pas retenus et seront renvoyés à leur auteur.

Les copies de sauvegarde qui parviendraient hors délai seront détruites sans avoir été examinées.

**Modalités de dépôt des plis**

Les plis doivent obligatoirement être déposés **par voie dématérialisée** sur la plateforme de dématérialisation de l’EFS à l’adresse suivante <http://www.marches-publics.gouv.fr>, hormis en cas de remise d’une copie de sauvegarde.

Les soumissionnaires peuvent se référer à l'aide au dépôt par voie dématérialisée disponible sur la plateforme, rubrique "aide".

Le guide d’utilisation de la plateforme est disponible sur cet onglet.

Les plis transmis par voie dématérialisée sont signés par les candidats dans des conditions permettant d’authentifier leur signature au moyen d’un certificat qualifié de signature électronique de niveau avancé, en application de l’arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Le certificat de signature électronique qualifié est délivré :

- soit par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur;
- soit par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement susvisé.

Les formats de signature sont XAdES, CAdES ou PAdES.

Le signataire utilise le dispositif de création de signature électronique de son choix.

Lorsque le candidat utilise le dispositif de création de signature électronique de la plateforme PLACE, il est dispensé de fournir tout mode d’emploi ou information.

Les frais de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

**Assistance au dépôt électronique :**

Le candidat peut consulter la rubrique **Aide** à l’adresse suivante :

[**http://www.marches-publics.gouv.fr**](http://www.marches-publics.gouv.fr)

Le guide d’utilisation de la plateforme est disponible sur cet onglet.

En outre, pour toute demande d’assistance technique, question ou problème rencontré, la création d'une demande d'assistance en ligne est un pré-requis obligatoire pour contacter le support téléphonique.

Grâce à cette demande, le support aura accès au contexte technique de votre poste et pourra donc mieux répondre à votre demande.

Un message de confirmation vous sera transmis avec la référence de la demande d'assistance, ainsi que le numéro de téléphone du support, que nous recommandons d'utiliser en cas d'urgence.

**Copie de sauvegarde :**

**Présentation de la copie de sauvegarde**

Il est recommandé de présenter en parallèle, sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom, Clé USB, …) ou sur support papier, une copie de sauvegarde.

La copie de sauvegarde doit comporter les mentions suivantes :

Etablissement Français du Sang -

A l’attention du service des marchés

Ne pas ouvrir par le Service Courrier –

 Procédure adaptée relative « **Travaux de Réaménagement d’un espace de bureau et d’un centre de santé de l’EFS CPDL sur le site d’ANGERS**»

**COPIE DE SAUVEGARDE**

Lorsque la copie de sauvegarde prend la forme d’un support physique électronique, les documents doivent être revêtus de la signature électronique dans les conditions définies ci-dessus. Les candidats doivent obligatoirement préciser dans un document spécifique sur support papier joint à leur copie de sauvegarde :

* le nom du logiciel de signature électronique utilisé pour la signature des documents ;
* l’adresse du site internet de l’éditeur à partir duquel l’EFS pourra se procurer gratuitement le vérificateur de signature.

Lorsque la copie de sauvegarde prend la forme d’un support papier, les documents doivent être signés par les représentants qualifiés des candidats.

**Modalités de transmission de la copie de sauvegarde**

La copie de sauvegarde doit être remise, avant la date limite de remise des offres indiquée en page de garde :

* soit par lettre recommandée avec demande d’avis de réception postale à l’adresse suivante : Monsieur le Directeur - Etablissement Français du Sang –Centre Pays de la Loire 50, avenue Marcel Dassault – BP 40661 37206 TOURS CEDEX 3
* soit contre récépissé à l’attention du service Achats Etablissement Français du Sang –Centre Pays de la Loire 50, avenue Marcel Dassault – BP 40661 37206 TOURS CEDEX 3, (du lundi au vendredi, de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00).

**Hypothèse d’ouverture de la copie de sauvegarde par l’EFS**

L’EFS pourra procéder à l’ouverture de la copie de sauvegarde dans les hypothèses prévues à l’article 2 II de l’arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

## Modification de détail au dossier de consultation et renseignements complémentaires

L’EFS se réserve le droit d’apporter des modifications de détail au dossier de consultation. En ce cas, celles-ci sont communiquées au plus tard 6 jours avant la date fixée pour la remise des offres, soit le 08/02/2021. Les candidats doivent répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir émettre aucune réclamation.

Par ailleurs, les candidats peuvent poser des questions sur le dossier de consultation dans les conditions définies ci-après.

Toute demande de renseignements sur le dossier de consultation doit faire l'objet d'une demande écrite sur PLACE ou par courriel à l'adresse ci-après : **cpdl.marchespublics@efs.sante.fr**

Les candidats adressent leur demande le 04/02/2021 au plus tard, en indiquant l’objet de la consultation. Aucune demande ne sera acceptée au-delà de cette date.

L’EFS apportera une réponse aux questions posées au plus tard le 08/02/2021.

##  Modalités et critères d’attribution du marché public

**Examen des candidatures**

Avant de procéder à l’examen et à la sélection des candidatures, si l’EFS constate que des informations demandées à l’article 4 du présent document sont manquantes ou incomplètes, il peut décider de demander aux candidats concernés de communiquer ou de compléter ces informations dans un délai de 5 jours ouvrés.

Les candidats doivent déposer leurs compléments de candidature sur la plateforme PLACE.

Les candidatures sont ensuite examinées conformément aux dispositions des articles R.2144-1 à R.2144-7 du code de la commande publique.

Les garanties professionnelles, techniques et financières des candidats sont contrôlées par l’EFS.

**Présentation et jugement des offres**

Le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres.

L’incomplétude, du fait du candidat, de l’annexe tarifaire et, la remise d’un pli selon des modalités non autorisées par le règlement de la consultation, peuvent entraîner l’irrégularité de l’offre et donc son rejet.

Par ailleurs, en cas d’offre non signée au moment de son dépôt, seul l’attributaire sera invité à transmettre les actes qui sont relatifs à l’offre, dûment signés, dans un délai de 5jours ouvrés à compter de la réception de l’attribution transmise via la PLACE.

S'il ne peut produire ces documents dans le délai imparti, son offre est rejetée et le candidat éliminé. Le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après, est sollicité pour produire les documents dûment signés, et nécessaires avant que le marché public ne lui soit attribué.

Après élimination des offres inappropriées, et irrégulières ou inacceptables, le marché est attribué au candidat ayant présenté l’offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous, et de leur pondération

* **Prix (60 %)**
* **Valeur technique (30%)**
* **Délai d’approvisionnement et durée de réalisation des travaux (10 %)**

A l’issue d’une première analyse des offres, les candidats sont informés que l’EFS peut engager une négociation avec les 3 premiers candidats les mieux placés dans le classement provisoire des offres.

Cette négociation peut porter sur tous les éléments constitutifs de l’offre, y compris le prix. La négociation est engagée via la plateforme PLACE et peut donner lieu à une réunion en présentiel.

A l’issue des négociations, les candidats remettront leur offre finale dans le délai maximal indiqué lors des échanges.

Le marché est attribué au candidat ayant présenté l’offre économiquement la plus avantageuse conformément aux critères définis ci-dessus

## Durée de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 60 jours à compter de la date limite de réception des offres.

# **IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR**

 Pouvoir adjudicateur : Etablissement Français du Sang –Centre Pays de la Loire

 Nom et qualité du représentant du pouvoir adjudicateur : Le Directeur de l’EFS CPDL

 Adresse : 50, avenue Marcel Dassault – BP 40661 37206 TOURS CEDEX 3,

 Désignation, adresse, numéro de téléphone du comptable assignataire : Monsieur l’agent comptable secondaire Etablissement Français du Sang –Centre Pays de la Loire50, avenue Marcel Dassault – BP 40661 37206 TOURS CEDEX 3,

 Imputation budgétaire : Fonds propres

La personne habilitée à fournir les renseignements au titre de l’article R.2191-60 du Code de la commande publique est le représentant du pouvoir adjudicateur : Le Directeur de l’EFS CPDL

# **IDENTIFICATION DU CANDIDAT**

 Nom de l’entreprise et nom du représentant identifié : ………………………………………..

 Adresse, téléphone, télécopieur, courriel : …………………………………………………….

 SIRET/SIREN : …………………………………………………………………………………..

 Coordonnées bancaires : ………………………………………………………+ *joindre un RIB*

Si groupement d’entreprises :

  Nature du groupement : Conjoint/Solidaire……………………………………………

 Identification du mandataire (SIRET et ses coordonnées) …………………………………

 Identification des autres membres du groupement avec leur SIRET et leurs coordonnées :

 Coordonnées bancaires des membres du groupement ………………..+ *joindre un RIB*

 Répartition des prestations avec indications des montants HT par entreprises :……………..

**Chiffre d’affaires global hors taxes et effectifs du dernier exercice disponible :**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | Chiffre d’affaires global HT |  Effectifs sur la période |
| Exercice du .................. au .................. |  |  |

***Le candidat complète les cases ci-dessous :***

|  |  |
| --- | --- |
| **Entreprise adaptée, insertion par le travail**, (art[. L. 5213-13](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006072050&idArticle=LEGIARTI000006903712&dateTexte=&categorieLien=cid) du code du travail) ou structures équivalentes**Etablissement et service d’aide par le travail** (article L. 344-2 et s. du code de l’action sociale et des familles) ou structures équivalentes**Structures d’insertion par l’activité économique** (article [L.5132-4](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006072050&idArticle=LEGIARTI000006903498) du code du travail) ou structures équivalentes**Entreprises de l’économie sociale et solidaire** ([article 1er](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=F369BF918EE57F22F599A018517496DD.tpdila22v_1?idArticle=JORFARTI000029313536&cidTexte=JORFTEXT000029313296&dateTexte=29990101&categorieLien=id) de la loi 2014-856 du 31 juillet 2014) ou structures équivalentes |   |
| **PME** (Selon l’article 3 du décret 2008-1354 du 18 décembre 2008) une PME est une entreprise dont l’effectif est inférieur à 250 personnes et dont le chiffre d’affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total de bilan n'excède pas 43 millions d'euros.) |  |

**Le candidat fait-il l’objet d’une procédure de redressement judiciaire ou d’une procédure étrangère équivalente ?**

*Cocher la case correspondante*

 NON  OUI 

Dans l’affirmative, joindre la copie du jugement correspondant.

Le candidat soumissionne pour : *le candidat coche / complète :*

[x]  à l’ensemble du marché public (en cas de non allotissement).

~~[ ]  au lot n°……. ou aux lots n°…………… du marché public (en cas d’allotissement).~~

~~(Indiquer l’intitulé du ou des lots tel qu’il figure dans le présent document)~~

~~[ ]  à la totalité des lots (en cas d’allotissement).~~

Le candidat s’engage sur :*le candidat coche / complète :*

 l’offre de base :

 la variante :

Le présent marché public sera conclu avec un titulaire unique ou avec un groupement d’entreprises.

Si le titulaire recourt à la sous-traitance, il est dans l’obligation de déclarer le sous-traitant conformément aux dispositions de l’article R.2193-1 et s. du Code de la commande publique. Cette déclaration peut être réalisée grâce au formulaire DC4.

# **CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

## Procédure de passation du marché public

Le marché public est passé selon la procédure adaptée conformément aux dispositions des articles L2123-1 et R2123-1, R2123-4 à R2123-7 du Code de la commande publique.

## Forme du marché public

Il s’agit d’un marché à prix forfaitaire (article R.2112-6 2° du Code de la commande publique).

## Pièces constitutives du marché public

Le marché public est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l’ordre d’importance décroissant suivant :

* Le présent AE valant RC CCP daté et signé, auquel sera jointe l’annexe financière,
* Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du MINEFE du 8 septembre 2009 (publié au JO les 1er et 24 octobre 2009), en vigueur à la date de notification du présent marché public
* L’offre technique du Titulaire.

Par dérogation à l’article 1 du CCAG Travaux, le présent CCAP ne prévoit pas d’article récapitulant les dérogations au CCAG Travaux.

## Durée du marché public

Sous réserve des dispositions relatives à la résiliation, le marché est conclu à compter de sa date de notification jusqu’à la fin de la période de garantie de parfait achèvement des travaux.

La date de notification correspond à la date de réception par le titulaire de la copie du présent marché.

* Date prévisionnelle de notification du marché : 02/04/2021
* Date prévisionnelle de démarrage des travaux : 03/05/2021

La durée globale d’exécution du marché est, à titre prévisionnel, de 14 mois : 2 mois jusqu’à réception des travaux sans réserves + 12 mois de garantie de parfait achèvement.

## Lieux d’exécution

Etablissement Français du Sang Centre Pays de la Loire

site d’Angers

16 Boulevard Mirault

49103 Angers

## Prix, forme et variation des prix

Le marché est conclu à prix forfaitaire résultant de la décomposition du prix globale et forfaitaire (DPGF) pour un montant de :

Taux de la TVA :

Montant total hors taxes :

Montant hors taxes arrêté en chiffres à :

Montant total TTC :

Montant TTC arrêté en chiffres à :

Le prix des prestations traitées au forfait est indiqué dans l’annexe financière jointe au présent document.

Les prix du marché public sont des prix fermes.

## Compte (s) à créditer :

*Le candidat remplit ci-dessous le nom de l’établissement bancaire et le numéro de compte complet, il agrafe ci-après un ou des relevé(s) d’identité bancaire ou postal ; il vérifie que l’IBAN est clairement mentionné sur le document transmis.*

*(En cas de groupement conjoint, joindre un d’identité bancaire ou postal pour chacun des membres du groupement)*

* + Nom de l’établissement bancaire :
	+ Numéro de compte :

## Régime fiscal lié aux produits et services objet du présent marché

*Le soumissionnaire obtient l’information auprès de son service comptable.*

Le soumissionnaire a opté pour le régime des débits : [ ]  oui [ ]  non

Le soumissionnaire indique le taux de TVA applicable aux fournitures/services objets du marché publics :

Le soumissionnaire indique, le cas échéant, son numéro d’agrément de formation continue :

Le cotraitant a opté pour le régime des débits : [ ]  oui [ ]  non

Le cotraitant indique le taux de TVA applicable aux produits objets du marché :

Le cotraitant indique le cas échéant son numéro d’agrément de formation continue :

## Avances

Sauf refus express du Titulaire mentionné dans son acte d’engagement, une avance lui est versée dans les conditions définies aux articles R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique.

## Pénalités

Par dérogation aux stipulations de l’article 20.4 du CCAG-travaux, aucune exonération de pénalité n’est prévue.

Les pénalités s’appliquent sur simple constatation du pouvoir adjudicateur et sans mise en demeure préalable. L’ensemble des pénalités recensées s’appliquent au montant TTC à rémunérer au titulaire au titre du prochain paiement.

* Pénalités de retard par rapport aux délais de mise en oeuvre et de réalisation

- Retard dans les délais de mise en oeuvre : 150 € par jour calendaire de retard

- Retard dans les délais de réalisation : 150 € par jour calendaire de retard.

* Pénalités pour mauvaise exécution : En cas de manquement grave ou répété du titulaire dans l’exécution des prestations, l’EFS pourra lui appliquer une pénalité forfaitaire de 100 euros par manquement constaté

## Sanctions encourues en cas de non-respect des obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé

Le Titulaire est tenu de s’acquitter des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatifs à la déclaration de l’activité de l’entreprise et à la déclaration des salariés de l’entreprise. Le Titulaire encourt une pénalité égale à 10% du montant du marché public dans le cadre du présent marché public sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail, que l’EFS pourra appliquer dans les conditions suivantes.

Si l’EFS est informé par un agent de contrôle de l’inspection du travail de la situation irrégulière du Titulaire, il l’enjoindra de la faire cesser par lettre recommandée avec accusé de réception. Si dans un délai de quinze jours après cette mise en demeure, le Titulaire n’apporte pas la preuve qu’il a mis fin à la situation délictuelle, l’EFS en informe l’agent auteur du signalement et peut appliquer la pénalité prévue à l’alinéa précédent.

S’il n’applique pas la pénalité, l’EFS peut résilier le marché public, sans indemnité, aux frais et risques du Titulaire.

## Assurances

Le titulaire est responsable de tous les dommages qu’il pourrait causer aux biens et aux personnes lors de l’exécution du marché public. Il fait son affaire de la réparation des préjudices qu’il aurait causés et renonce à tout recours à l’encontre de l’EFS.

Le titulaire doit être en mesure de justifier à tout moment, qu’il est couvert par une police d’assurance au titre de la responsabilité civile ainsi qu’au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l’exécution du marché public et d’une assurance responsabilité civile décennale.

## Résiliation

Les clauses mentionnées au chapitre 6 du CCAG travaux sont entièrement applicables au marché public sauf dans le cas d’une résiliation pour motif d’intérêt général. Dans cette hypothèse, aucune indemnité ne sera versée au titulaire.

En cas de résiliation prononcée pour faute du titulaire, le marché public pourra être exécuté aux frais et risques de celui-ci.

## Règlement des litiges

Le candidat peut, s’il le souhaite, exercer un recours devant le tribunal administratif d’Orléans (rue de la bretonnerie 45000).

Par ailleurs, les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable, et faute de l’obtenir de s’en remettre aux juridictions administratives compétentes. Elles élisent pour ce faire domicile en leurs sièges sociaux respectifs.

## Règlement des prestations/fournitures

Les modalités du règlement des comptes du marché sont soumises aux dispositions des articles 11 et 13 du C.C.A.G.

Les travaux sont constatés et réglés à leur avancement ; le solde est réglé à l’achèvement de l’ouvrage sur présentation du décompte général définitif, accompagné de la situation pour solde.

Le Titulaire envoie au maître d'œuvre (responsable des services techniques) un projet de décompte comportant les indications suivantes:

1. La désignation des parties contractantes du marché (Titulaire et Maître d’Ouvrage) et le cas échéant, celle des co-traitants et sous-traitants payés directement ;

2. Les références du marché et éventuellement de chacun des avenants et actes spéciaux ;

3. L'objet succinct du marché ;

4. Les travaux exécutés objet du décompte ;

5. La période au cours de laquelle ont été exécutés les travaux qui font l'objet de la demande de paiement.

L’ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique instaure une obligation de dématérialisation des factures reçues et émises par l'ensemble de la sphère publique.

Les Titulaires ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus par l’Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics, transmettent leurs factures sous forme électronique en utilisant une solution mutualisée, mise à disposition par l’Etat.

Cette solution s'intitule CHORUS PRO. Elle permettra le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et sera mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

Si le Titulaire souhaite transmettre ses factures via CHORUS PRO avant l’échéance fixée par l’obligation, il en a la possibilité.

Les factures, ainsi que tout document jugé utile par le Titulaire ou demandé par le pouvoir adjudicateur, seront adressées à chaque établissement de l’EFS par l’utilisation du numéro de SIRET qui lui est associé.

En vue de faciliter et accélérer le traitement des factures, l’EFS a choisi de rendre obligatoire dans CHORUS PRO le remplissage, par le fournisseur, de la zone « Engagement ». Le numéro de commande et le numéro de marché public, s’il existe, seront à renseigner dans ce champ.

En retour, un suivi du traitement des factures sera transmis au fournisseur via CHORUS PRO, l’informant notamment des statuts suivants :

* facture rejetée, en cas de refus par l’EFS de la facture émise ;
* facture suspendue, en cas de demande de précisions complémentaires nécessaires pour permettre la mise en paiement. Ce statut est réputé donner date certaine à la décision de suspension du délai de paiement par le pouvoir adjudicateur.

## Délai de paiement

Le délai global de paiement ne peut excéder 60 jours. Celui-ci court à compter de la remise de la demande de paiement par le titulaire au pouvoir adjudicateur.

Selon la réglementation en vigueur, le défaut de paiement dans le délai susmentionné donne droit au versement d’une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d’un montant forfaitaire de 40 euros et fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Ils courent à partir du jour suivant l’expiration du délai global jusqu’à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d’intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente avant le premier jour calendaire du semestre de l’année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencée à courir, augmenté de huit points.

Le Titulaire ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d’un retard de paiement, pour suspendre ou interrompre l’exécution des prestations qui lui incombent en application du présent marché.

# **EXIGENCES TECHNIQUES**

Les prestations et les fournitures attendues dans le cadre du présent marché public sont décrites dans les paragraphes suivants.

Suite aux diagnostics amiantes, des parties amiantées ont été révélées sous des revêtements muraux, dans le centre de soins et le couloir. Il conviendra de faire les travaux sans y toucher. Prévoir pour ce faire des méthodes non invasives.

**Cf Annexes A , B , C et D**

Descriptif travaux du Secrétariat collecte et Départ collectes :

L’espace bureau à réaménager d’une surface de 58 m2 est situé au niveau rez-de-chaussée du bâtiment et concerne les locaux nommés : Secrétariat des Collectes / Infirmières Zone Départ / Bureau Biothèque Patients sur le plan repère A.

De manière générale, les travaux consistent à réorganiser les surfaces afin de créer 2 bureaux indépendants dans le Secrétariat des Collectes et créer l’agrandissement du Bureau Départ collectes. Il s’agit de travaux d’aménagement comprenant : menuiserie, plâtrerie-faux plafond, chauffage, électricité, peinture et sol qui sont à mettre en œuvre suivant le descriptif ci-dessous :

Les travaux seront scindés en 2 phases pour maintenir l’activité du site et des services.

**Phase 1 :**

Bureau DEPART COLLECTES :

Suivant le plan repère B ;

-Suppression de la cloison entre les locaux nommés Infirmières Zone Départ et Bureau Biothèque Patients. Reprise des murs

-Reprise du sol au droit de la cloison supprimée.

-Reprise du faux plafond au droit de la cloison déposée, fourniture et mise en œuvre de dalles de faux plafond similaires ou proches des dalles existantes.

- Peinture de l’ensemble de l’espace créé.

- Fourniture et implantation d’éclairage ; 3 éclairages en pavé Led 4000k, IRC mini : 90, UGR inférieur ou égal à 19, pavé encastré 600\*600 type RIO de chez Epsilon ou équivalent, reprise de la commande d’éclairage.

-Mise en œuvre de 2 tablettes de dimension : longueur = 400 cm largeur =45 cm hauteur = 82 et 122 cm. Tablettes en bois finition laquée Type mélaminé blanc dimensionnées et adaptées pour supporter la charge de huit ordinateurs portables par tablette.

-Fourniture et mise en place de goulottes électriques composées de 16 prises informatiques CAT 6A et 16 prises de courant ondulées. Goulottes positionnées au niveau des tablettes, (8 PC par tablettes), goulotte 2 compartiments ; courant fort/courant faible séparés.

-Déplacement des prises électriques existantes pour les soudeuses ; dépose des prises de la cloison supprimée et repose sur cloison coté couloir suivant le plan repère B

Phase 2 :

Suivant le plan repère B ;

Bureau n°1 et 2 :

-Mise en œuvre d’une cloison fixe entre le bureau Secrétariat des Collectes. Cloison en plaques de plâtre de type placo phonique BA13 ou équivalent, cloison montée toute hauteur, y compris plinthes.

-Fourniture et mise en place d’une porte sur la cloison montée, porte phonique affaiblissement acoustique mini 29 Db, porte d’une largeur de 90 cm (poussant droit comme sur le plan), finition et coloris comme existant. Equipé de serrure/poignée.

-Reprise du faux-plafond au droit de la cloison montée.

-Remplacement de l’éclairage, fourniture et implantation de 2 éclairages par bureau en pavé Led 4000k, IRC mini : 90, UGR inférieur ou égal à 19, pavé encastré 600\*600 type RIO de chez Epsilon ou équivalent, reprise de la commande d’éclairage.

- Peinture intégrale des 2 bureaux + cloison créé.

-Remplacement des stores extérieurs sur les vitrages existants, suppression et évacuation des existants, fourniture de store (Qté :6) à commande radio RTS et toile opacifiante.

Bureau n°1 :

- Fourniture et implantation de 2 postes informatiques (Rep PTI) composé de 2 prises informatiques RJ 45 catégorie 6 A, 4 PC normales et 2 PC ondulées.

- Changement tête thermostatique du radiateur existant

Bureau n°2 :

-Dépose des tablettes et goulottes électriques servant aux ordinateurs portables de collectes.

- Fourniture et implantation de 2 postes informatiques (Rep PTI) composé de 2 prises informatiques RJ 45 catégorie 6 A, 4 PC normales et 2 PC ondulées.

- Fourniture et pose d’un radiateur hydraulique à raccorder au réseau de chauffage du bâtiment, avec tête thermostatique. Prévoir machine à geler les tuyaux.

**Descriptif travaux du Centre de soins :**

L’espace à réaménager d’une surface de 73 m2 est situé au niveau rez-de-chaussée du bâtiment et concerne les locaux nommés Prélèvement patients / Stockages / Médecin Prélèvements sur le plan en annexe A.

De manière générale, les travaux consistent à réorganiser les surfaces afin de créer un bureau Médecin et un nouveau local de stockage dans le Centre de soins.

Il s’agit de travaux d’aménagement comprenant : menuiserie, plâtrerie, faux-plafond, électricité, chauffage-ventilation, peinture et sol qui sont à mettre en œuvre suivant le descriptif ci-dessous :

Cloisonnement provisoire Prélèvement :

Pour la continuité d’activité, il est nécessaire de créer un espace provisoire dans le secteur Prélèvement pour maintenir l’activité du Centre de soins, avant les travaux du Centre de soins. Travaux à prévoir en horaires décalés

-Mise en œuvre d’une cloison provisoire suivant le plan repère D. Cloison en bois de type mélaminé laqué blanc ou équivalent. La cloison devra être approchée sous le faux-plafond sans percement au sol, montage par poteau en pression sur le plancher supérieur.

-Fourniture et mise en œuvre d’une porte sur la cloison provisoire, porte de largeur minimale de 140 cm tiercée.

Suivant le plan repère C :

Local de stockage / Bureau infirmières :

-Dépose du radiateur électrique existant et repose dans le bureau Médecin prélèvement.

-Dépose et évacuation de la porte coté couloir.

-Mise en œuvre de cloison fixe en plaques de plâtre type placo BA13 ou équivalent, cloison montée toute hauteur avec plinthes. Les cloisons seront coupe-feu 1 heure.

-Fourniture et mise en œuvre d’une porte largeur de 90cm, porte équipée de serrure/poignée et disposant d’un oculus, l’ensemble sera coupe-feu ½ heure. Couleur comme existant.

-Fourniture et pose d’un vitrage à mi-hauteur de dimension largeur 140 cm hauteur 80 cm sur la cloison du bureau infirmières, vitrage coupe-feu 1/2 heure.

-Implantation d’un poste PTI (Poste de Travail Informatique) dans le bureau Infirmière.

-Implantation d’un poste prises de courant sur la cloison créée (2pc normales+2pc ondulées)

-Déplacement du plan de travail existant, repositionnement sur cloison créée.

-Reprise du faux plafond au niveau des cloisons créées.

-Peinture des cloisons créées dito existant.

Bureau Médecin centre de soins :

-Dépose et évacuation de l’ensemble cloisons/porte du stockage existant.

-Mise en œuvre de cloisons fixe en plaques de plâtre type placo phonique BA13 ou équivalent, montée toute hauteur, avec plinthes.

-Fourniture et mise en œuvre d’une porte largeur 90cm, porte équipée de serrure/poignée.

-Fourniture et implantation d’éclairage ; 2 éclairages en pavé Led 4000k, IRC mini : 90, UGR inférieur ou égal à 19, pavé encastré 600\*600 encastré type RIO de chez Epsilon ou équivalent, reprise de la commande d’éclairage.

-Déplacement du bloc prises téléviseur à réimplanter coté Centre de soins.

-Implantation d’un poste PTI (Poste de Travail Informatique) dans le bureau.

-Implantation de 4 prises de courants normales dans le bureau.

-Fourniture et pose d’une nouvelle cassette plafonnière dans le bureau médecin centre de soins. (Cassette 4 tubes alimentée sur les réseaux hydrauliques existants, cassette a commande locale dans le bureau).

-Réfection du faux plafond suspendu et mise en œuvre de dalles de faux plafond de type : dalle hygiène 60/60 d’épaisseur 20mm de type royal hygiène de chez Rockfon ou équivalent.

-Réfection du sol dans le bureau.

-Peinture intégrale du bureau et cloisons créés.

Bureau Médecin prélèvement :

-Dépose et évacuation de la porte située entre bureau Médecin Prélèvement et bureau Assistants techniques.

-Mise en œuvre d’une cloison fixe en plaques de plâtre type placo phonique BA13 ou équivalent, avec plinthes

-Dépose et évacuation de la cassette plafonnière existante.

-Dépose du point d’eau existant, suppression et isolement des attentes hydrauliques sous le niveau inférieur.

-Réfection du faux plafond suspendu et mise en œuvre de dalles de faux plafond de type : dalle hygiène 60/60 d’épaisseur 20mm de type royal hygiène de chez Rockfon ou équivalent.

-Fourniture et implantation d’éclairage ; 2 éclairages en pavé Led 4000k, IRC mini : 90, UGR inférieur ou égal à 19, pavé encastré 600\*600 type RIO de chez Epsilon ou équivalent, reprise de la commande d’éclairage.

-Implantation d’un poste PTI (Poste de Travail Informatique) dans le bureau.

-Repose du convecteur électrique.

-Peinture intégrale de l’ensemble du bureau.

Centre de soins:

-Remplacement de la goulotte électrique desservant les lits médicalisés. Nouvelle goulotte équipée de 16 prises électriques suivant l’implantation du plan repère C (prises normales + prises ondulées).

**Réception des travaux** :

La réception des travaux sera effectuée à l’issue des conditions suivantes :

* Le candidat restitue la zone d’intervention propre et débarrassée de tous déchets liés au chantier.
* Le candidat fourni un DOE des travaux réalisés comprenant à minima les notices techniques d’appareils et fournitures posées, recettes informatiques, schémas, plans techniques et déclaration CE de conformité : 1 exemplaire papier et un exemplaire sous forme numérique

# **SIGNATURE DU MARCHE PUBLIC PAR LE CANDIDAT ET OBLIGATION DU TITULAIRE AU REGARD DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE**

Après avoir pris connaissance des conditions administratives et des exigences techniques, j’accepte et m’engage, sur la base de mon offre à exécuter les prestations demandées aux prix indiqués en annexe.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Nom, prénom et qualité du signataire (\*) et des membres si groupement d’entreprises | Lieu et date de signature | Signatures |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

*(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d’engager la personne qu’il représente.*

J’accepte le versement de l'avance :

 [ ]  OUI [ ]  NON

(NB : l’avance n’est pas soumise à constitution de garantie à première demande).

Le Titulaire remet tous les six mois jusqu’à la fin du présent marché public les pièces mentionnées aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail.

Il s’agit, lorsque le Titulaire est établi en France, en vertu de l’article D 8222-5 susmentionné :

* d’une attestation de vigilance délivrée en ligne sur le site de l’URSSAF ;
* d’une attestation fiscale justifiant de la régularité de sa situation fiscale (paiement de la TVA et de l’impôt sur le revenu ou sur les sociétés) ;
* d’un justificatif d’immatriculation datant de moins de 3 mois.

En cas de Titulaire établi dans un autre Etat, il s’agit des documents réclamés aux articles D 8222-7 et D 8222-8 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire domicilié en France sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l’EFS, à l’adresse suivante : https://www.e-attestations.com/fr/

En cas de sous-traitance déclarée ou de groupement, les mêmes documents doivent être fournis pour le sous-traitant ou pour les membres du groupement.

# **SIGNATURE DU POUVOIR ADJUDICATEUR**

La présente offre est acceptée.

à : ……………………, le …………………

Signature

# **NOTIFICATION DU MARCHE PUBLIC AU TITULAIRE**

**Remarque : le candidat ne signe pas cette rubrique lors du dépôt des offres ; seul le titulaire la signe lors de la notification à la demande de l’EFS.**

◼ En cas de remise contre récépissé, le titulaire signera la formule ci-dessous :

 « Reçue à titre de notification copie du présent marché public »

 A …………………………….……, le ………………………..

 Signature du titulaire

◼ En cas d’envoi dématérialisé via la PLACE / en cas d’envoi par courrier recommandé avec avis de réception postal

(Insérer l’accusé de réception électronique / postal)